

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Pakistan

N° 72 du 03.04 au 28.05.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

Tiré à part :

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Paroles & action du président...

l'Afghanistan au cœur des débats.

Tiré à part

Une nouvelle crise diplomatique met à mal les relations américano-pakistanaïses.

1 Paroles & action

1-1 [Dan Israel](#) : [Karachi](#) : [Jospin averti dès 1997](#).

2 Le Pakistan au cœur des débats.

2-1 La Sarkozie en examen médiatique

2/3 - De Karachi à Takieddine.

3 Au jour le jour

4 Politique

USA

1 Dans de prison pour avoir aidé la CIA à débusquer Ben Laden.

2 Le Sénat américain réduit l'aide au Pakistan.

3 Otan-Isaf

3-1 Occupation du Pakistan.

Lepoint.fr : [Les discussions avec le Pakistan sur les convois de l'Otan piétinent..](#)

4 Les voisins

4-1 Turquie

Xinhua : La Turquie respecte la décision du Pakistan sur les voies d'approvisionnement de l'OTAN.

5 Dans le monde

1 Chine

[Le PM Wen Jiabao s'engage à renforcer les échanges militaires avec le Pakistan.](#)

6 Dossiers

6-1 [Etats-Unis: des sénateurs en colère veulent frapper le Pakistan au porte-monnaie.](#)

Pakistan.

Généralités.

Tiré à part

Une nouvelle crise diplomatique met à mal les relations américano-pakistantaises.

Nous avons besoin du Pakistan. Le Pakistan a besoin de nous. Mais nous n'avons que faire d'un Pakistan qui joue double jeu", s'est indigné, jeudi 24 mai, Lindsey Graham, sénateur républicain, devant la commission chargée de répartir les fonds de l'aide américaine à l'étranger. Sa déclaration donne le ton et témoigne du regain de tensions actuel entre Washington et Islamabad.

Comme Lindsey Graham, nombre de sénateurs américains ont exprimé leur colère envers Islamabad qu'ils [accusent de ne pas s'impliquer suffisamment dans la lutte contre les Taliban](#) afghans. Comme mesure de rétorsion, ils ont décidé de réduire de façon significative, soit de 58 %, le montant de l'aide militaire américaine. Le sénateur Graham a ainsi proposé à la commission un amendement, qui a été approuvé à l'unanimité, pour diminuer de 33 millions de dollars l'aide au Pakistan. Le chiffre n'est pas anodin, il s'agit d'un million par année de prison auxquelles a été condamné la personne qui a aidé Washington à mettre la main sur Ben Laden.

Washington scandalisé

L'ire des sénateurs provient effectivement de la condamnation mercredi 23 mai du docteur Shakeek Afridi à 33 ans de prison par un tribunal tribal pour avoir aidé à débusquer Oussama Ben Laden et à le tuer lors du raid d'un commando américain à Abbottabad le 2 mai 2011. La réaction américaine ne s'est pas faite attendre. Pour la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, la condamnation est "injuste et infondée". "Les États-Unis estiment qu'il n'y a aucune raison de détenir le docteur Afridi", a-t-elle poursuivi, ajoutant que Washington continuerait à agir en sa faveur auprès des autorités pakistanaises. "Nous sommes tous scandalisés" par la décision de la justice pakistanaise, a renchéri devant la presse le républicain John McCain.

Islamabad avait auparavant invité les États-Unis à respecter la justice pakistanaise. "Je pense que dans le cas de Shakeek Afridi, tout s'est fait conformément aux lois et aux procédures pakistanaises et il faut que chaque pays respecte les décisions de justice de l'autre", a déclaré le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères.

Alain Rodier, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CFRR), ne manque pas de s'étonner de l'indignation des États-Unis. "Ils ont tout de même laissé derrière eux, à son sort, ce médecin que la CIA avait recruté et qui a été une pièce maîtresse dans l'opération d'Abbottabad", estime-t-il. Avant de poursuivre : "Cela entache à coup sûr leur image et leur crédibilité au Pakistan".

Des relations au plus froid depuis plus d'un an

Les tensions entre les deux pays ne sont pas nouvelles. "Elles ont atteint un summum il y a un an, lors de l'opération à Abbottabad que les Pakistanais n'ont jamais digéré", explique Alain Rodier. Mais les tensions entre Washington et Islamabad ont toujours été en dents de scie. "Historiquement, Islamabad, qui considère l'Afghanistan comme son pré carré, a toujours soutenu les Taliban, rappelle Alain Rodier. C'est pourquoi le Pakistan s'est retrouvé gêné quand, en 2001, les États-Unis ont sollicité son aide pour lutter contre les terroristes qu'ils assimilaient aux Taliban." Le chercheur poursuit : "Ils ont donc continué à apporter leur soutien aux Taliban, mais discrètement". Ce qui précisément provoque l'ire de Washington.

De son côté, le Pakistan reproche de longue date à son allié américain les incursions de drones sur son territoire et n'a eu de cesse de demander l'arrêt des bombardements. Pour Alain Rodier, c'est "compréhensible également", puisque "cela s'apparente à de l'ingérence et qu'à chaque fois ce sont des Pakistanais qui sont tués". En novembre 2011, 24 soldats pakistanais avaient été tués dans des bombardements américains menés à la frontière avec l'Afghanistan. Le Pakistan avait alors décidé de fermer les routes pakistanaises vers l'Afghanistan aux convois militaires non seulement américains mais plus généralement de l'Otan.

Une occasion d'apaisement manquée

Cette nouvelle crise diplomatique survient alors qu'une occasion de dégel des relations vient d'être manquée. Le président pakistanais Asif Ali Zardari était à Chicago où se tenait le G8 afin [d'aborder précisément la question de la réouverture des axes routiers fermés](#) aux convois de l'Otan, cruciale pour la stratégie américaine. Or, selon des responsables américains, il aurait, lors d'une rencontre avec Hillary Clinton, exigé une contrepartie financière très élevée. Les négociations n'ont donc pas abouti et le président Barack Obama a refusé de le rencontrer comme il était initialement prévu.

Difficile de prédire si les rapports entre les deux pays vont se réchauffer. Toujours est-il que les États-Unis et l'Otan se seraient bien passés de cette crise diplomatique avec l'allié pakistanais, à l'heure où le désengagement d'Afghanistan de l'Otan est bien amorcé.

1 Paroles & action

1-1 [Dan Israel](#) : [Karachi](#) : [Jospin averti dès 1997](#).

Dès 1997, ils savaient, et ils n'ont rien dit. Mediapart publie aujourd'hui une note qui ne laisse aucun doute sur le degré de connaissance du gouvernement Jospin sur les malversations financières ayant eu probablement lieu dans le cadre des contrats d'armement signés en 1994 par le gouvernement Balladur, notamment avec le Pakistan.

La note, rédigée en avril 1998 par le conseiller défense de Lionel Jospin, Louis Gautier, et le chef du cabinet militaire, le général Louis Le Mière, indique noir sur blanc : *"À la mi-septembre 1997, à la suite d'interrogations sur les paiements associés au contrat d'armement français vers le Pakistan, les exportations de matériel de guerre à destination de ce pays ont été gelées sur instruction de votre cabinet."*

Juste après son arrivée à Matignon, Jospin avait donc des doutes sur les commissions versées aux autorités pakistanaises, sur lesquelles enquêtent actuellement les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire. *"Saisis de faits d'abus de biens sociaux, blanchiment d'argent aggravé et recel, les juges ont chiffré à 20,3 millions d'euros les fonds versés aux intermédiaires Abdulrahman El-Assir et Ziad Takieddine, avant le premier tour de l'élection présidentielle de 1995"*, rappelle Mediapart. Les deux hommes, imposés à la dernière minute par le gouvernement comme intermédiaires dans le contrat pakistanais, sont soupçonnés d'avoir participé au financement illicite de la campagne électorale d'Édouard Balladur, via des rétrocommissions.

En 1998, les conseillers de Jospin suspectaient la même chose, évoquant un système de commissions qui *"fait courir le risque de retours au profit de bénéficiaires français"*. Retours *"illicites et condamnables, souvent organisés pour le financement des partis politiques"*. Malgré les doutes, Jospin autorisera la poursuite de la livraison des armes, et notamment de la construction des sous-marins (c'est sur ce chantier, à Karachi, qu'un attentat tuera 14 personnes, dont 11 Français en 2002). Il est vrai que les commissions suspectes avaient déjà été versées. Jospin n'aurait donc rien pu faire.

En revanche, selon [l'article 40 du Code de procédure pénale](#), tout détenteur d'une autorité publique doit dénoncer à la justice les comportements illégaux dont il a connaissance. Ce qu'il s'est bien gardé de faire. Et l'ex-Premier ministre n'était pas le seul au courant de cette situation, puisque par une note manuscrite sur le document, il a indiqué qu'il allait consulter ses ministres Alain Richard (défense), Dominique Strauss-Kahn (économie) et Hubert Védrine (affaires étrangères).

La preuve par l'écrit, Jospin signait "L.J."

Aujourd'hui, Jospin ne souhaite "pas entrer dans la discussion"

"En faisant silence sur ce grave secret du financement de la droite, le gouvernement socialiste a payé le prix fort de la cohabitation", résume Mediapart. Interrogés par le site, Olivier Schramek, directeur de cabinet de Jospin à l'époque, et l'ex-conseiller Louis Gautier, n'ont pas donné suite. Quant à Jospin,

"manifestement embarrassé", il a indiqué mercredi à Mediapart "qu'il ne souhaitait «pas entrer dans la discussion», ni «donner une réaction» à la presse".

Comment la note embarrassante est-elle arrivée aux mains de la justice ? Elle "a été déclassifiée le 4 mai par la commission consultative du secret de la défense nationale, puis communiquée aux juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire", indique Mediapart. Sans préciser explicitement que la décision finale de déclassification revient au gouvernement.

Faut-il y voir là un cadeau de bienvenue piégé de François Fillon envers François Hollande ? Interrogé par @si, Fabrice Arfi, coauteur de l'article, ne le pense pas : "Nous savons que les juges ont demandé une série très spécifique de documents, dont les titres au moins avaient été lus par les enquêteurs dans les archives de Matignon il y a plusieurs semaines, indique-t-il. Et le document est arrivé chez les juges dans les tous derniers jours, après l'élection de Hollande." En revanche, il n'est manifestement pas sûr que tous les documents intéressants aient été transmis : la note des socialistes évoque en effet un autre document, rédigé "par le directeur des relations internationales de la Délégation générale pour l'armement". "Ces éléments, manifestement très précis, ne font pas partie des documents communiqués aux juges", indique l'article. Parce qu'ils étaient trop accusateurs contre le gouvernement Balladur ?

L'affaire Karachi, c'est quoi ?

Toutes les réponses [dans notre bilan](#) de ce dossier qui plombe la Sarkozie

Par [Dan Israel](#) le 17/05/2012

2 Le Pakistan au cœur des débats.

2-1 La Sarkozie en examen médiatique 2/3 - De Karachi à Takieddine.

Comment le financement illicite de la campagne 1995 de Balladur a été révélé

Et l'enquête sur un attentat lointain déboucha sur des soupçons gravissimes de financement illégal de campagnes présidentielles. [Après l'affaire Bettencourt](#), et avant les mystères [de l'affaire Tapie](#), deuxième volet de notre rétrospective des affaires visant Nicolas Sarkozy: la galaxie médiatique Karachi-Takieddine.

C'est grâce à l'opiniâtreté d'une poignée de journalistes qu'ont été mis au jour les dessous du financement politique des balladuriens, ancêtres de sarkozystes. Jusqu'à amener l'ancien président du Conseil constitutionnel à reconnaître qu'en 1995, il aurait fallu invalider les comptes de campagne de Jacques Chirac et Edouard Balladur. Et jusqu'à la mise en examen d'un sulfureux intermédiaire, l'homme d'affaires Ziad Takieddine, entraînant avec lui plusieurs figures de la Sarkozie.

Cet épineux dossier est divisé en trois chapitres : la genèse de l'affaire ; l'état actuel de l'enquête judiciaire ; le degré d'implication de Nicolas Sarkozy.

<http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4827>

3 Au jour le jour

3-1 Usa

1-1 Une attaque de drone US fait 10 morts.

Au moins 10 activistes présumés ont été tués jeudi dans une attaque de drone américain au nord-ouest du Pakistan, rapportent les médias internationaux.

L'attaque visait un immeuble dans le village de de Mir Ali, dans la zone tribale du Nord-Waziristan.

Selon l'agence Chine Nouvelle, citant les témoins oculaires, des blessés pourraient se trouver sous les décombres de l'immeuble.

Le Pakistan a à plusieurs reprises exprimé son mécontentement concernant les attaques de drones et d'hélicoptères de l'Otan dans le nord-ouest du pays, qui fait régulièrement des victimes parmi la population civile.

Fin 2011, Islamabad a fermé les routes d'approvisionnement des forces de l'Otan en Afghanistan suite à une attaque meurtrière d'hélicoptères de l'Alliance qui avait fait 24 morts parmi les militaires pakistanais, dans le nord-ouest du pays.

Selon les médias internationaux, le 18 mai, le Pakistan a pour la première fois depuis six mois permis à un convoi de l'Otan de traverser la frontière afghano-pakistanaise.

Islamabad et Washington mènent actuellement des négociations afin de déterminer les conditions pour la réouverture des routes d'approvisionnement pakistanaïses. Le Pakistan insiste sur la cessation des bombardements américains sur son territoire. Les Etats-Unis refusent de stopper leurs raids mais en ont réduit l'intensité.

MOSCOU, 24 /5

<http://fr.rian.ru/world/20120524/194819135.html>

3-2 4 résistants tués par un drone américain dans le nord-ouest.

Au moins quatre résistants ont été tués samedi à l'aube dans une attaque de drone américain dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan bordant l'Afghanistan, ont indiqué des responsables pakistanais. L'attaque a eu lieu sur une maison près de Miranshah, la principale ville du Nord Waziristan, connu pour être un bastion des talibans et des militants liés à Al-Qaïd, ont précisé ces responsables.

Un drone américain a tiré deux missiles sur une maison et au moins quatre irésistants ont été tués, a déclaré à l'AFP un responsable de la sécurité, précisant que les victimes n'avaient pas été immédiatement identifiées.

Deux autres responsables ont confirmé l'attaque.

Des villageois ont indiqué avoir été réveillés par le survol de l'appareil et les tirs de missiles.

La maison a pris feu et des irésistants ont immédiatement interdit la zone d'accès, a expliqué un habitant à l'AFP.

Les Pakistanais estiment que les attaques de drones américains sont contre-productives et minent les efforts gouvernementaux pour séparer les tribus des militants, violent la souveraineté pakistanaïse, tuent des civils, et alimentent les sentiments anti-américains.

La fréquence des attaques américaines a diminué ces derniers mois, mais les responsables américains les estimeraient trop utiles pour les arrêter complètement.

26 mai

AFP

4 Politique

a) USA

1 Dans les coulisses et au sénat

Dans de prison pour avoir aidé la CIA à débusquer Ben Laden.

Un médecin pakistanais accusé dans son pays d'avoir aidé la CIA à débusquer Oussama Ben Laden, tué il y a plus d'un an par un commando américain dans le nord du Pakistan, a été condamné mercredi à 33 ans de prison par un tribunal tribal, a indiqué l'administration.

Shakeel Afridi, un chirurgien accusé d'avoir mené une fausse campagne de vaccination à Abbottabad, la ville où se terrait le chef d'Al-Qaïda avec ses quatre femmes et ses enfants, pour prélever leur ADN, a été condamné en première instance par un tribunal tribal du district semi-autonome de Khyber, dans le nord-ouest du Pakistan, d'où il est originaire.

Les tribunaux tribaux sont compétents dans les zones tribales semi-autonomes du Pakistan mais tout appel est ensuite jugé par les juridictions de droit commun, avec l'aide d'un avocat. L'accusé n'était pas présent à son procès et les tribunaux tribaux interdisent qu'il prenne un avocat pour se défendre.

Certains juristes estiment cependant que pour de telles accusations, il ne peut être jugé par les tribunaux tribaux. Qui plus est, ils assurent que les faits reprochés ayant été commis dans un autre district que celui de Khyber, non tribal celui-là, la juridiction qui l'a jugé mercredi n'est pas compétente.

"Il a été condamné à 33 ans de prison" notamment pour trahison et complot contre l'Etat, et conduit à la prison centrale de Peshawar, la grande ville du nord-ouest, a déclaré à l'AFP Mohammad Siddiq, porte-parole de l'administration du district de Khyber.

Oussama ben Laden a été tué le 2 mai 2011 par un commando de Navy Seals, des soldats d'élite américains, hélicoptés de nuit à Abbottabad, officiellement au nez et à la barbe des autorités pakistanaises selon Washington et Islamabad, qui avait protesté.

Cette "violation de la souveraineté du Pakistan" selon Islamabad, est l'une des principales pierres d'achoppement au réchauffement des relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, pourtant leur allié-clé dans leur "guerre contre le terrorisme" depuis fin 2001.

Mais Washington soupçonne certains membres de l'armée ou du renseignement pakistanais d'avoir eu connaissance de la présence de Ben Laden à Abbottabad, une ville-garnison à deux heures de route d'Islamabad, voire de l'avoir aidé à s'y terrer au moins cinq années, ce que les autorités pakistanaises démentent avec fermeté.

Le Dr Shakeel Afridi, un médecin du gouvernement, avait été licencié il y a deux mois. En plus de la peine de prison, le tribunal de Khyber lui a infligé une amende de 320.000 roupies (environ 2.700 euros). Son avocat n'a pas pu être contacté mais il est fort probable qu'il fasse appel.

En tout état de cause, le sort du Dr Afridi demeure un mystère: il a été arrêté par les tout puissants services de renseignement pakistanais peu après le raid fatal à Ben Laden et personne n'a de nouvelle de lui depuis.

En janvier dernier, le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta avait confirmé que le Dr Afridi travaillait pour le renseignement américain pour tenter de prélever de l'ADN des nombreux enfants présents dans une maison d'Abbottabad où la CIA soupçonnait Ben Laden de se cacher. Washington avait alors exprimé son inquiétude sur le sort du médecin et réclamé sa remise en liberté.

"Il n'a commis aucun acte de trahison à l'égard du Pakistan", avait estimé M. Panetta sur la chaîne de télévision américaine CBS.

"Je considère comme une réelle erreur de leur part d'agir ainsi à son égard alors qu'il aidait à lutter contre le terrorisme", avait ajouté le chef du Pentagone.

23 mai.

http://www.liberation.fr/depeches/2012/05/23/pakistan-33-ans-de-prison-pour-avoir-aide-la-cia-a-debusquer-ben-laden_820792

2 Le Sénat américain réduit l'aide au Pakistan.

- Les sénateurs américains, scandalisés par la condamnation pour trahison du chirurgien pakistanais qui a mis la CIA sur la piste d'Oussama ben Laden, ont amputé l'aide que les Etats-Unis accordent à Islamabad de 33 milliards de dollars, soit un milliard par année de prison.

"C'est arbitraire, mais nous espérons que le Pakistan comprendra que nous sommes sérieux", a déclaré Richard Durbin, après le vote unanime de la commission budgétaire du Sénat.

"Il est scandaleux de dire qu'un homme qui nous a aidé à trouver Oussama ben Laden est un traître", a-t-il poursuivi.

L'amendement a été proposé par le républicain Lindsey Graham et le démocrate Patrick Leahy. Quelques jours plus tôt, une sous-commission sénatoriale avait déjà réduit l'aide bilatérale en menaçant de le faire à nouveau faute d'une réouverture des voies d'approvisionnement de l'Otan en Afghanistan, qui traversent le Pakistan.

Le docteur Shakil Afridi, qui a donc été condamné mercredi à 33 ans de prison, a été reconnu coupable d'avoir mené une fausse campagne de vaccination pour permettre aux services secrets américains de localiser Ben Laden à Abbottabad, 60 km au nord d'Islamabad, où il a été tué par un commando des Navy Seals le 2 mai 2011.

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est elle aussi indignée jeudi de sa condamnation, qu'elle juge "injuste et inadaptée".

"Les Etats-Unis estiment qu'il n'y a aucune raison de détenir le Dr. Afridi", a-t-elle poursuivi, ajoutant que Washington continuerait à agir en sa faveur auprès des autorités pakistanaises.

Islamabad avait auparavant invité les Etats-Unis à respecter la justice pakistanaise. "Je pense que dans le cas de M. Afridi, tout s'est fait conforme aux lois et aux procédures pakistanaises et il faut que chaque pays respecte les décisions de justice de l'autre", a déclaré Moazzam Al Khan, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Créé le 24-05-

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120524.REU7063/le-senat-americain-reduit-l-aide-au-pakistan.html>

3 Otan-Isaf

3-1 Occupation du Pakistan.

Lepoint.fr : [Les discussions avec le Pakistan sur les convois de l'Otan piétinent..](#)

La question de la réouverture des routes pakistanaises aux convois de l'Otan, stratégie pour le désengagement graduel de l'Alliance atlantique d'[Afghanistan](#), piétinait samedi sur la question du péage exigé par le [Pakistan](#), jugé "inacceptable" par les États-Unis. Le droit de passage en territoire pakistanais, interdit depuis six mois par Islamabad en représailles à la mort de 24 de ses soldats tués par erreur dans des frappes aériennes américaines, est crucial pour l'Otan qui se prépare à une longue et coûteuse opération logistique pour retirer ses 130 000 hommes et leur matériel d'Afghanistan d'ici à la fin 2014.

En début de semaine, les perspectives d'une réouverture rapide de ces routes semblaient s'éclaircir, après six mois de blocage. Le Pakistan a même autorisé vendredi un premier convoi destiné à l'ambassade américaine à Kaboul à entrer en Afghanistan depuis son territoire. Mais le ciel s'est assombri samedi, à la veille de [l'ouverture du sommet de l'Otan](#) : une rencontre prévue à Chicago entre le secrétaire général de l'Otan, [Anders Fogh Rasmussen](#), et le président pakistanais, [Asif Ali Zardari](#), a été annulée à la dernière minute, officiellement en raison de l'arrivée tardive de ce dernier. Si une rencontre entre les deux hommes n'est pas exclue, elle "sera organisée plus tard, si possible", selon le porte-parole du président pakistanais, Farhatullah Babar.

Le Pakistan accusé de double j

Selon un haut responsable américain, l'accord "pourrait ne pas intervenir ce week-end. L'un des points d'accrochage est le prix du droit de passage exigé par conteneur sur les routes de ravitaillement". De "plusieurs milliers de dollars par conteneur", le prix est "en un mot inacceptable", selon ce haut responsable s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Plusieurs médias américains ont avancé le chiffre de 5 000 dollars par conteneur, soit 30 fois plus qu'avant la fermeture des routes de ravitaillement. Dans un entretien au [Los Angeles Times](#) samedi, le chef du Pentagone a lui aussi évoqué le prix exorbitant réclamé par Islamabad. "Étant donné les problèmes budgétaires auxquels nous sommes confrontés, ça ne me paraît pas envisageable", a-t-il déclaré.

L'impasse serait due à une certaine confusion au sein des autorités pakistanaises, fréquemment tiraillées entre le gouvernement civil et les puissants responsables de l'armée. "Le gouvernement pakistanais doit trouver une proposition cohérente à mettre sur la table", a plaidé le haut responsable américain. En 2011, avant la fermeture des routes de ravitaillement, les États-Unis avaient convoyé 35 000 conteneurs en Afghanistan. L'Otan dispose également d'un autre réseau logistique pour acheminer son matériel en Afghanistan via la [Russie](#) et les pays d'[Asie](#) centrale, mais les coûts sont 2,5 fois plus importants qu'ils ne l'étaient par la voie pakistanaise. La réouverture des routes pakistanaises reste donc essentielle pour l'Otan alors que 23 000 soldats des 90 000 militaires américains doivent avoir quitté l'Afghanistan à la fin de l'été, sans compter l'intégralité des troupes combattantes [françaises](#) d'ici à la fin de l'année.

"J'espère que les négociations se concluront de manière positive afin de pouvoir rouvrir les routes de ravitaillement très prochainement", a déclaré dimanche à la presse Anders Fogh Rasmussen avant le début du sommet de l'Otan. Pour le Pakistan, fréquemment accusé de double jeu en Afghanistan par les Occidentaux, les droits de passage perçus sur les convois de l'Otan constituent une ressource d'autant plus importante qu'après 2014 l'attention de la communauté internationale risque de se détourner de la région. Les États-Unis versent plus de 2 milliards d'aide militaire chaque année à Islamabad, dont 300

millions destinés à financer la mobilisation de plus de 100 000 soldats pakistanais le long de la frontière avec l'Afghanistan.

http://www.lepoint.fr/monde/les-discussions-avec-le-pakistan-sur-les-convois-de-l-otan-pietinent-20-05-2012-1463353_24.php

4 Les voisins

4-1 Turquie

Xinhua : La Turquie respecte la décision du Pakistan sur les voies d'approvisionnement de l'OTAN.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré mardi que son pays respecte la décision du Pakistan sur les voies d'approvisionnement de l'OTAN et a défendu la demande d'Islamabad pour des excuses de la part des États-Unis sur la mort de 24 soldats pakistanais.

Le Pakistan a fermé la ligne d'approvisionnement pour les forces de l'OTAN en Afghanistan, pour protester contre une frappe aérienne menée par les États-Unis et l'OTAN sur deux postes pakistanais en novembre 2011.

"C'est à la discrétion du Pakistan à prendre toute décision sur les routes d'approvisionnement de l'OTAN. Cependant, en tant que membre de l'OTAN, la Turquie estime que ces questions devraient être résolues par le dialogue mutuel", a déclaré M. Erdogan lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue pakistanais, Yusuf Raza Gilani.

Concernant la question sur la présence de l'OTAN en Afghanistan, il a dit que la Turquie ne va pas quitter l'Afghanistan seul, sauf si les Afghans demandent aux troupes turques de quitter le pays.

Pour sa part, M. Gilani a fait savoir que la décision finale d'ouvrir des lignes de la communication pour les approvisionnements de l'OTAN serait faite en conformité avec les recommandations de la commission parlementaire. Cependant, il a dit que "le Pakistan souhaite marcher avec le reste du monde".

Il a également apprécié le soutien apporté par le président turc Abdullah Gul au Pakistan lors du Sommet de l'OTAN tenu le 20 mai à Chicago, qui a vu la participation du président Asif Ali Zardari.

"Le monde doit reconnaître les services rendus par le Pakistan dans sa lutte contre le terrorisme", a déclaré M. Gilani.

Xinhua :

5 Dans le monde

1 Chine

[Le PM Wen Jiabao s'engage à renforcer les échanges militaires avec le Pakistan.](#)

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a rencontré jeudi à Beijing le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le général Ashfaq Parvez Kayani, et s'est engagé à renforcer les échanges militaires entre la Chine et le Pakistan.

"La Chine soutiendra sans relâche les efforts du Pakistan pour sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale, soutenir la croissance économique et améliorer le niveau de vie du peuple pakistanais", a déclaré M. Wen.

Le Premier ministre chinois a exprimé sa conviction que le gouvernement, les forces armées et le peuple du Pakistan travailleront ensemble pour surmonter les difficultés et réaliser un développement nouveau. Face à la complexité de la situation régionale et internationale, il est dans l'intérêt commun des deux parties de renforcer leur coordination et de relever conjointement les défis, a ajouté M. Wen.

Concernant les relations militaires, M. Wen a fait remarquer que les forces armées pakistanaises avaient réalisé d'importantes contributions au maintien de l'amitié bilatérale et à la promotion du partenariat stratégique et de coopération entre la Chine et le Pakistan. Il a appelé à renforcer les échanges militaires et la coopération entre les deux pays.

M. Kayani, qui effectue une visite de cinq jours en Chine, a pour sa part remercié la Chine pour son aide sincère au développement économique et à la stabilité sociale de son pays, ainsi que pour son soutien aux efforts du Pakistan pour maintenir la souveraineté et l'intégrité territoriale.

Développer le partenariat stratégique et de coopération avec la Chine est un consensus auquel sont parvenus les divers milieux du Pakistan, et constitue la base des stratégies diplomatiques du pays, a déclaré M. Kayani. Les forces armées pakistanaises renforceront indéfectiblement l'amitié et la coopération avec la Chine et soutiendront fermement les efforts de la Chine pour préserver ses intérêts fondamentaux.

M. Kayani a entamé mercredi sa visite officielle en Chine.

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2012-01/06/content_24336629.htm

6 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

6-1 [Etats-Unis: des sénateurs en colère veulent frapper le Pakistan au porte-monnaie.](#)

Des sénateurs américains, furieux de la mauvaise volonté supposée d'Islamabad face au conflit afghan, ont décidé jeudi de frapper le Pakistan au porte-monnaie en approuvant une forte diminution de l'aide militaire américaine.

Des sénateurs américains, furieux de la mauvaise volonté supposée d'Islamabad face au conflit afghan, ont décidé jeudi de frapper le [Pakistan](#) au porte-monnaie en approuvant une forte diminution de l'aide militaire américaine.

"Nous avons besoin du Pakistan. Le Pakistan a besoin de nous. Mais nous n'avons que faire d'un Pakistan qui joue double-jeu", a dit le sénateur républicain Lindsey Graham devant la commission chargée de répartir les fonds de l'aide américaine à l'étranger.

La condamnation mercredi au Pakistan à 33 ans de prison du docteur Shakeel Afridi pour avoir aidé la CIA à débusquer [Oussama ben Laden](#) --tué en mai 2011 par un commando américain au Pakistan-- est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase au [Sénat](#).

Le sénateur Graham a proposé jeudi un amendement pour diminuer de 33 millions de dollars l'aide au Pakistan, soit un million par année de détention du docteur Afridi. Ses collègues des deux partis ont approuvé la mesure comme un seul homme au sein de la commission par un vote de 30 voix pour et zéro contre.

La sénatrice démocrate Dianne Feinstein, présidente de la commission du Renseignement a déclaré, en évoquant le reste des aides accordées à Islamabad: "si c'est comme ça que le Pakistan traite un ami et un héros, je ne suis pas sûre de l'attribution de ces fonds".

De son côté, la secrétaire d'Etat américaine [Hillary Clinton](#) a qualifié jeudi "d'injuste et infondée" la condamnation de M. Afridi.

Le Pakistan est la troisième destination de l'aide extérieure américaine après [Israël](#) et l'[Afghanistan](#), mais Washington soupçonne les autorités pakistanaises d'avoir été au courant de la planque d'Oussama ben Laden et de soutenir en sous-main le réseau islamiste Haqqani, un des principaux mouvements rebelles en Afghanistan.

Fiasco à l'Otan

L'action des élus intervient quelques jours après un rendez-vous raté entre les [Etats-Unis](#) et le Pakistan. Le sommet de l'Otan dimanche et lundi dernier à Chicago, qui était censé symboliser un dégel entre les deux alliés aux relations compliquées, s'est traduit par un nouveau fiasco.

Le président pakistanais [Asif Ali Zardari](#) était à Chicago en vue d'un accord pour la réouverture des axes de ravitaillement vers les troupes alliées en Afghanistan. Mais selon des responsables américains, les exigences financières des Pakistanais pour l'utilisation de ces routes a fait échouer les négociations.

Le Pakistan avait fermé ces axes routiers après la mort de 24 de ses soldats tués dans des bombardements américains en novembre.

Outre le vote symbolique de jeudi, les élus ont approuvé une diminution de 58% de l'aide au Pakistan. Au total, ils ont approuvé 184 millions de dollars pour les activités du département d'Etat au Pakistan et 800,3 millions d'aide à Islamabad, mais le président [Barack Obama](#) demandait une enveloppe de 2,2 milliards.

Les coupes envisagées visent l'aide militaire uniquement et non l'aide économique. Et seuls 50 millions sont attribués à la lutte contre les talibans. Mais cette aide a été conditionnée à la réouverture des axes d'approvisionnement.

Ces mesures doivent encore être examinées par le Sénat dans son ensemble puis à la Chambre des représentants.

Pour alimenter davantage la querelle avec Islamabad, les sénateurs de la commission de la Défense ont adopté jeudi aussi un projet de loi finances qui menace de suspendre des aides au Pakistan jusqu'à ce que les routes soient de nouveau ouvertes et que M. Afridi soit libéré.

"Nous sommes tous scandalisés" par la décision de la justice pakistanaise, a dit à la presse le républicain [John McCain](#) jeudi.

http://www.lepoint.fr/monde/etats-unis-des-senateurs-en-colere-veulent-frapper-le-pakistan-au-porte-monnaie-25-05-2012-1465049_24.php

Pakistan.

Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km².

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

Démographie

Population (estimation
INED, en millions) 157,9

Composition de la
population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km²) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen
d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique
annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiïtes [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiïtes [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008. Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'État-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus

Partis au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie). . Le pays est composé de 4 Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'État indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./11010250>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19